

ne doivent pas attendre d'elle leur délivrance. Aussi bien ses intérêts sont-ils surtout à Constantinople et en Asie. De la politique d'intégrité, elle espère non seulement tirer des bénéfices matériels sur le terrain économique, mais recueillir aussi ces avantages diplomatiques et, au besoin, militaires, qui ont toujours été inhérents à la politique d'intégrité et qui permettent, à celui qui s'en fait le champion, de poursuivre, sous le couvert des droits de la Turquie, en Egypte par exemple, certaines revendications que rien n'est encore venu prescrire. Au service d'une politique germanique, l'Allemagne espère ainsi pouvoir disposer de la force turque et de l'influence musulmane.

Tandis que la politique allemande développait les prémisses posées au Congrès de Berlin par Bismarck, la Grande-Bretagne, nous l'avons montré, au nom des mêmes intérêts autrement entendus, se faisait le champion des libertés nationales et adoptait une politique d'intervention, on peut presque dire une politique de dislocation de l'Empire ottoman¹. Le revirement a d'ailleurs été indépendant des changements de ministère. Les ministères libéraux se sont montrés, peut-être, partisans plus convaincus et plus zélés de la nouvelle méthode, mais les uns comme les autres, depuis la crise de 1885, l'ont pratiquée ; nous avons vu lord Salisbury ou lord Lansdowne s'y plier aussi bien que lord Rosebery ou sir Edouard Grey. L'opinion que l'Angleterre a commise une faute en ne permettant pas de se constituer à la Grande-Bulgarie qui aurait formé une barrière aux ambitions de la Russie comme à celles de l'Allemagne, est aujourd'hui admise par tous les partis.

1. Voyez ci-dessus chapitre premier.